Partie 1ère. La comptabilité et les comptes annuels

I. Entreprises et critères

1. Critères
2. Comptabilité simplifiée
3. Comptabilité complète
4. Comptes annuels
5. Rapport de gestion
6. Rapport sur les paiements aux gouvernements
7. Rapport du commissaire
8. Obligation de publication
9. Formes particulières de sociétés

II. La comptabilité

III. Comptes annuels

1. Informations complémentaires
2. Bilan social
3. Mentions et documents complémentaires
4. Publicité
5. Consolidation
6. XBRL - Dépôt via internet
7. Aspects environnement

IV. Radiation d'office suite à l'article III.42, paragraphe 1er, 5°, du CDE

V. Liste des avis de la Commission des normes comptables

VI. Normes internationales

VII. Certificats électroniques et accès à internet

1. Dépôt des comptes annuels
2. My Minfin Pro
3. Intervat
4. Autres applications du SPF Finances

Partie 2. Droit des sociétés

I. Un nouveau Code des sociétés et des associations (CSA)

II. Tableaux explicatifs

1. Tableau comparatif SRL, SC et SA dans le C SA

- III. Autres formes de sociétés
 - 1. Société simple
 - 2. Sociétés simples momentanées
 - 3. Société interne
 - 4. Société en nom collectif (SNC)
 - 5. Société en commandite (SComm)

- IV. Formes particulières d'entreprises
 - 1. Sociétés étrangères
 - 2. Les sociétés à finalité sociale
 - 3. Groupement européen d'intérêt économique (GEIE)
 - 4. Société européenne

- V. Administration et contrôle : capital selecta
 - 1. "Corporate Governance"
 - 2. Contrôle par les actionnaires
 - 3. Contrôle externe
 - 4. La collecte de renseignements par le tribunal de l'entreprise
 - 5. Secret professionnel
 - 6. Le registre UBO

- VI. Constitution de sociétés
 - 1. Check-list des formalités lors de la constitution
 - 2. Le plan financier
 - 3. Banque-Carrefour des Entreprises

- VII. Transformation des sociétés
 - 1. Transformation nationale
 - 2. Transformation transfrontalière

- VIII. Apports en nature
- IX. Quasi-apport
- X. Modification de l'objet social

- XI. Assemblée générale et rapport de gestion
 - 1. Modalités pour la tenue de l'assemblée générale
 - 2. Le rapport de gestion

- XII. Fusions et scissions
 - 1. Procédure
 - 2. Approbation par les assemblées générales

3. Conséquences juridiques résultant de la fusion
4. Protection des créanciers de la société absorbée et absorbante
5. Responsabilité particulière des administrateurs de la société absorbée
6. L'opération de fusion peut également être annulée
7. Autres formes de fusion et de scission prévues par la loi
8. Scission partielle
9. Traitement comptable des fusions et scissions
10. Scission simplifiée
11. Fusion silencieuse
12. Exemptions en matière de rapports spéciaux

XIII. Apports d'une universalité de bien ou d'une branche d'activités

1. Différences essentielles avec les opérations de fusion et de scission
2. Procédure
3. Approbation par l'assemblée générale
4. Conséquences juridiques
5. Protection des créanciers
6. Régime dérogatoire
7. Apport d'une branche d'activité par une personne physique
8. Cession d'une branche d'activité ou d'une universalité
9. Attestation fiscale en cas de cession d'un fonds de commerce

XIV. Entreprises en difficulté, liquidation et dissolution, réorganisation judiciaire, faillite

1. Entreprise en difficulté
2. Liquidation
3. Continuité des entreprises
4. Faillite

XV. Offre de reprise

XVI. Aperçu des rapports

Partie 3. Fiscalité (I. Soc.)

I. Impôt des sociétés : sociétés assujetties

1. Principe
2. Exceptions
3. Régimes particuliers

- II. Bénéfices et recettes imposables
 - 1. Bénéfice
 - 2. Accroissement de l'actif
 - 3. Réserve d'investissement
 - 4. Revenus mobiliers – dividendes
 - 5. Intérêts et royalties
 - 6. Revenus définitivement taxés (R.D.T.) et revenus mobiliers exonérés (R.M.E.) (art.202 à 205 C.I.R.92)
 - 7. Réduction de valeur et provisions

- III. Frais professionnels et déduction
 - 1. Les frais professionnels
 - 2. Dépenses non admises
 - 3. Dépenses exagérées
 - 4. Déduction extracomptable
 - 5. Dépenses soumises à une taxation spéciale sauf si certaines conditions fiscales, quant à la forme sont respectées
 - 6. Avantages anormaux ou bénévoles

- IV. Calcul de l'impôt
 - 1. Taxation ordinaire
 - 2. Versements anticipés
 - 3. Précompte mobilier
 - 4. Impôt de crise
 - 5. Les impôts différés
 - 6. Crédit d'impôt pour recherche et développement
 - 7. Cotisation spéciale sur dépense injustifiée
 - 8. Cotisation distincte pour insuffisance de rémunération minimale à un de ses dirigeants⁴Cotisation à charge des sociétés
 - 9. Fairness Tax

- V. Mesures spéciales
 - 1. Mesures destinées à lutter contre la fraude fiscale
 - 2. Rulings
 - 3. Secteurs : marine marchande, pêche en mer, œuvres audiovisuelles, arts de la scène, jeux vidéo
 - 4. Blanchiment d'argent : argent liquide, opérations au comptant, obligations, vigilance, obligation de conservation, obligation d'information, C.T.I.F.

- VI. Problèmes particuliers
 - 1. Acquisition d'actions propres
 - 2. Dissolution et partage
 - 3. Fusion et scission
 - 4. Transformation
 - 5. Apport d'universalité
 - 6. Transfert du siège social
 - 7. Plus-values internes
- VII. Déclaration et contrôle
 - 1. Déclaration
 - 2. Investigations et contrôle
 - 3. Droit de rétention
 - 4. Procédure d'imposition
 - 5. Litiges
 - 6. Délais d'imposition

Partie 4. Divers

- I. Délai de conservation des archives
- II. Frais divers
 - 1. Frais de notaire
 - 2. Droits d'enregistrement
 - 3. Publication dans les Annexes au Moniteur belge
 - 4. Banque-Carrefour
- III. Coefficients, forfaits et taux fiscaux les plus courants
 - 1. Impôts des sociétés et versements anticipés
 - 2. Déduction pour investissement
 - 3. Avantages de toute nature
 - 4. Revenus immobiliers
 - 5. Charges professionnelles forfaitaires
 - 6. Provisions pour pécules de vacances
 - 7.
- IV. Facilité d'escompte et facilité de dépôt BCE
- V. Indice des prix à la consommation et indice santé (2013 et 2004)
- VI. Tableau d'actualisation
- VII. Taux de change

Partie 5. Annexes

Code de droit économique du 28 février 2013

Arrêté royal du 21 octobre 2018 portant exécution des articles III.82 à III.95 du Code de droit économique

Arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des sociétés et des associations

Annexe 9 à l'arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du code des sociétés et des associations :
Tableau de concordance

Code des sociétés et des associations du 23 mars 2019